CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
10-05-1989
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

DV.

L. 18.775/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 octobre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au recrutement et à la formation de candidats officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 17 avril 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 oktober 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de werving en de vorming van kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", heeft op 17 april 1989 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Pour les motifs exposés dans l'avis que le Conseil d'Etat donne ce jour, sous le n° L. 18.774/9, au sujet du projet d'arrêté royal ayant le même objet que le présent projet, il y a lieu de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté ministériel relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers ...".

PREAMBULE.

Les alinéas 1er, 2 et 4 ne constituent pas le fondement légal de l'arrêté en projet et ne sont pas utiles à la compréhension de celui-ci. Ils doivent donc être omis.

L'intitulé de l'arrêté royal visé à l'alinéa 5 doit correspondre à celui proposé pour cet arrêté dans l'avis n° L. 18.774/9.

DISPOSITIF.

Chapitre Ier.

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "Des épreuves de recrutement".

L'observation vaut pour les intitulés des chapitres II, III, IV et V, qui doivent s'écrire respectivement "De la formation", "Du régime des études ...", "De la procédure d'ajournement" et "De l'avancement".

.../...

Dans le texte néerlandais, les intitulés des chapitres Ier à V inclus doivent s'écrire respectivement : "Wervingsexamens", "Opleiding", "Inrichting van de studie en van de examens", "Uitstelregeling ", "Bevordering".

Article 1er.

1. La division en paragraphes ne se justifie que lorsqu'il faut grouper plusieurs alinéas au sein d'un même paragraphe. Elle doit donc être omise à l'article 1er.

La même observation vaut pour les articles 6 et 13.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1er, A, et le paragraphe 2, A, il n'est pas nécessaire ni opportun de reproduire dans un arrêté ministériel les conditions de réussite des épreuves d'admission pour le recrutement normal ou complémentaire, alors qu'elles sont, en vertu des articles 4 et 6 de l'arrêté royal en projet examiné ce jour par le Conseil d'Etat sous le n° L. 18.774/9, obligatoirement les mêmes que celles qui sont prévues pour les candidats à la section "toutes armes" de l'Ecole royale militaire.

Ces dispositions doivent donc être omises.

3. En ce qui concerne le paragraphe 1er, B, et le paragraphe 2, B, il y a lieu de relever que dans l'article 9, § 1er, 2°, du projet d'arrêté royal examiné ce jour sous le n° L. 18.774/9, le Roi ne délègue au Ministre de la Défense nationale d'autre pouvoir que celui de fixer les modalités et les conditions de réussite de l'épreuve por-

tant sur la qualification professionnelle. Par contre, le Ministre ne tient pas de cette disposition le pouvoir de fixer les conditions de réussite des épreuves portant sur la connaissance des langues dans le respect des prescriptions de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Une solution consisterait à insérer dans l'arrêté royal en projet une disposition habilitant le Ministre de la Défense nationale à fixer ces conditions.

Dans le texte néerlandais, le mot "proeven" doit être remplacé tantôt par le mot "examens" tantôt par le mot "examensgedeelte". La même observation vaut pour les autres articles du projet.

Article 2.

Si l'article 24 de l'arrêté royal en projet (L. 18.774/9) habilite le Ministre à arrêter le programme des cours de perfectionnement, aucune habilitation ne lui est donnée pour arrêter le programme de l'instruction militaire.

Pour les raisons exposées ci-avant à propos de l'article 1er, il y aurait lieu de prévoir cette habilitation dans le projet d'arrêté royal.

Subsidiairement, le mot "approuvé" doit être remplacé par le mot "arrêté".

.../...

Article 3.

Si l'article 24, alinéa 2, de l'arrêté royal en projet habilite le Ministre à fixer, dans un règlement particulier, le programme des cours de perfectionnement, l'article 3 du présent projet ne contient aucune disposition normative.

L'article 3 doit soit être omis, soit mentionner le programme des cours.

Article 5.

1. Comme il est observé ci-avant sous les articles 1er et 2, l'arrêté royal en projet n'habilite pas le Ministre de la Défense nationale à organiser l'épreuve professionnelle visée à l'article. Cette habilitation devrait figurer dans l'arrêté royal en projet.

2. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"L'épreuve professionnelle est soit écrite, soit orale, soit partiellement écrite et partiellement orale".

3. Selon les alinéas 2 et 3, le jury d'examen est composé de quatre personnes et est assisté par le titulaire du cours. Le texte ne précise pas si ce dernier a voix délibérative. Il serait souhaitable qu'il fasse partie du jury avec voix délibérative afin que celui-ci soit composé de cinq personnes.

4. L'alinéa 4 ne précise pas si les fonctions de secrétaire sont exercées par un officier étranger au jury ou par un officier membre du jury. Une précision doit être apportée.

Article 6.

1. Dans le texte néerlandais, la phrase introductive du paragraphe 1er, devenant la phrase introductive de l'alinéa 1er, devrait être rédigée comme suit : "Voor de opleidingscyclus met het oog op gewone of aanvullende werving is geslaagd de kandidaat die ... (la suite comme au projet)".

Dans le texte français de l'alinéa 1er, 1°, par souci de concordance avec l'arrêté royal en projet, il faut écrire "note d'ensemble en aptitudes militaires". La même observation vaut pour l'article 7.

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire : "eindcijfer voor militaire geschiktheid". La même remarque vaut pour l'article 7.

2. A l'alinéa 1er, 2°, il y a lieu d'adapter le numéro des articles auxquels il est fait référence, à la présentation des articles proposée pour l'arrêté royal en projet.

La même observation vaut pour l'article 11, § 1er.

.../...

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "houder zijn van het diploma ..." au lieu de "drager zijn van ...".

3. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire "à l'alinéa 1er, 1° et 3°".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Le texte néerlandais de l'article 7 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des remarques faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Mieux vaut écrire : "... attestant la réalité des raisons ...".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'article comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 11.

Au paragraphe 3, de l'accord du délégué du Ministre, les mots "la note générale" doivent être remplacés par les mots "la note d'études".

La même observation vaut pour l'article 12, § 2.

Il est proposé de rédiger le paragraphe 3 du texte néerlandais comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis. La même rédaction est proposée pour l'article 12, § 2.

Article 12.

La référence qui est faite aux articles 18 ou 21 doit être adaptée aux textes proposés pour l'arrêté royal en projet.

Article 13.

A la fin du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il faut écrire dans le texte français : "... jusqu'à ce que l'avancement ... leur devienne plus favorable".

Le texte néerlandais du paragraphe 3 in fine devrait être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

OBSERVATION FINALE.

Pour exprimer l'idée de "formation", la version néerlandaise du projet utilise tantôt le terme "vorming", tantôt le terme "opleiding". Il serait préférable d'étendre l'utilisation du terme "opleiding" à l'ensemble du projet. Cette observation vaut également pour le projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné son avis portant le numéro L. 18.774/9.

OPSCHRIFT.

Om de redenen die de Raad van State opgeeft in het advies dat hij heden onder het nr. 18.774/9 uitbrengt omtrent het ontwerp van koninklijk besluit dat een gelijk onderwerp heeft als het onderhavige ontwerp, is het zaak het opschrift als volgt te stellen :

"Ministerieel besluit betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren ...".

AANHEF.

Het eerste, het tweede en het vierde lid vormen niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit en zijn ook niet dienstig voor een goed begrip ervan. Zij behoren dus te vervallen.

In het vijfde lid behoort het opschrift van het koninklijk besluit te worden afgestemd op het opschrift zoals dat in advies nr. 18.774/9 als opschrift van dat koninklijk besluit wordt voorgesteld.

BEPALEND GEDEELTE.

Hoofdstuk I.

Zoals gebruikelijk is behoort men in de Franse tekst te schrijven : "Des épreuves de recrutement".

Dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van de hoofdstukken II, III, IV en V, die onderscheidenlijk als

.../...

volgt moeten luiden : De la formation", "Du régime des études ...", "De la procédure d'ajournement" en "De l'avancement".

In de Nederlandse tekst zouden de opschriften van de hoofdstukken I tot en met V respectievelijk als volgt moeten luiden : "Wervingsexamens", "Opleiding", "Inrichting van de studie en van de examens", "Uitstelregeling", "Bevordering".

Artikel 1.

1. Voor een indeling in paragrafen is er eerst een reden voorhanden als verscheidene leden in een en dezelfde paragraaf samengebracht moeten worden. Van die indeling in paragrafen moet dus in artikel 1 worden afgezien.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6 en 13.

2. Wat de paragrafen 1, A, en 2, A, betreft is het niet nodig en evenmin raadzaam om in een ministerieel besluit te bepalen wat de voorwaarden zijn om te slagen voor de toelatingsexamens met het oog op normale of aanvullende werving. Die voorwaarden zijn namelijk krachtens de artikelen 4 en 6 van het ontworpen koninklijk besluit, dat door de Raad van State heden onder het nr. 18.774/9 behandeld wordt, noodzakelijkerwijs dezelfde als die welke bepaald zijn voor de kandidaten voor de afdeling "alle wapens" van de Koninklijke Militaire School.

Die bepalingen moeten dus vervallen.

3. Wat de paragrafen 1, B, en 2, B, betreft valt op te merken dat de Koning in artikel 9, § 1, 2°, van het ontwerp van koninklijk besluit dat heden onder het nummer L. 18.774/9 wordt onderzocht, aan de Minister van Landsverdediging geen andere bevoegdheid opdraagt dan die om de nadere regels en de voorwaarden vast te stellen in verband met het slagen voor het examen over de beroepskwalificatie. Daarentegen ontleent de Minister aan die bepaling niet de bevoegdheid om te bepalen wat de voorwaarden zijn om te slagen voor de examens over talenkennis met inachtneming van de voorschriften van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Een oplossing zou er in kunnen bestaan in het ontworpen koninklijk besluit een bepaling op te nemen die de Minister van Landsverdediging machtigt om die voorwaarden vast te stellen.

Het woord "proeven" zou naargelang van het geval vervangen moeten worden door het woord "examens" of het woord "examengedeelten". Deze opmerking geldt ook voor de overige artikelen van het ontwerp.

Artikel 2.

Artikel 24 van het ontworpen koninklijk besluit (L. 18.774/9) machtigt de Minister wel om het programma van de vervolmakingscursussen vast te stellen maar niet om het programma van de militaire opleiding te bepalen.

.../...

Om de redenen die hiervoren in verband met artikel 1 zijn opgegeven, zou in het ontwerp van koninklijk besluit in die machtiging moeten worden voorzien.

In bijkomende orde dient het woord "goedgekeurd" te worden vervangen door het woord "vastgelegd".

Artikel 3.

Weliswaar maakt artikel 24, tweede lid, van het ontworpen koninklijk besluit de Minister bevoegd om in een bijzonder reglement het programma van de vervolmakingscursussen vast te leggen, doch artikel 3 van het onderhavige ontwerp bevat geen enkele normatieve bepaling.

Artikel 3 moet ofwel vervallen, ofwel het programma van de cursussen opgeven.

Artikel 5.

1. Zoals er hierboven onder de artikelen 1 en 2 op geattendeerd wordt, machtigt het ontworpen koninklijk besluit de Minister van Landsverdediging niet om het beroepsexamen als bedoeld in het onderhavige artikel te organiseren. Deze machtiging zou een punt van het ontworpen koninklijk besluit moeten vormen.

.../...

2. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Het beroepsexamen is schriftelijk of mondeling of deels schriftelijk en deels mondeling".

3. Volgens het tweede en het derde lid bestaat de examenjury (lees : examencommissie) uit vier personen en wordt zij bijgestaan door de titularis van de cursus (lees : degene tot wiens leeropdracht de cursus behoort). In de tekst wordt niet aangegeven of deze stemgerechtigd is. Het zou wenselijk zijn dat hij met medebeslissende stem deel zou uitmaken van de examencommissie opdat deze uit vijf personen zal bestaan.

4. In het vierde lid wordt niet aangegeven of de functie van secretaris wordt uitgeoefend door een officier van buiten de examencommissie of door een officier die lid is van de examencommissie. Enige toelichting is noodzakelijk.

Artikel 6.

1. De inleidende volzin van paragraaf 1, die de inleidende volzin van het eerste lid wordt, zou aldus geformuleerd moeten worden : "Voor de opleidingscyclus met het oog op gewone of aanvullende werving is geslaagd de kandidaat die ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de Franse tekst van het eerste lid, 1°, is het ter wille van de overeenstemming met het ontworpen koninklijk besluit nodig "note d'ensemble en aptitudes militaires" te schrijven. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7.

In de Nederlandse tekst schrijve men : "eindcijfer voor militaire geschiktheid". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7.

2. In het eerste lid, 2°, behoort het nummer van de artikelen waarnaar verwezen wordt, te worden aangepast aan de ordening van de artikelen die voor het ontworpen koninklijk besluit wordt voorgesteld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, § 1.

Bovendien behoort men "houder zijn van het diploma ..." te schrijven in plaats van "drager zijn van ...".

3. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men "in het eerste lid, 1° en 3°".

Voor het hele tweede lid wordt de volgende tekst voorgesteld : "Voor de opleidingscyclus met het oog op bijzondere werving is geslaagd de kandidaat die de voorwaarden vervult bedoeld in het eerste lid, 1° en 3°".

.../...

Artikel 7.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

Met het oog op het bepalen van het algemene eindcijfer wordt aan het eindcijfer over de studie en het eindcijfer voor militaire geschiktheid een betrekkelijke waarde van respectievelijk drie en één toegekend".

Artikel 9.

In het eerste lid van paragraaf 2 schrijve men :

"Het eerste advies alsmede elk advies ..." in plaats van "Het eerste advies evenals ...".

In de eerste volzin van het tweede lid van paragraaf 2 schrijve men "... haar advies ..." in plaats van "... zijn advies ...". In de tweede volzin van hetzelfde lid schrijve men "... deze ..." in plaats van "... deze laatste ...".

Artikel 10.

Voor het hele artikel wordt de volgende formulering voorgesteld :

"Artikel 10.-

De aanvraag om uitstel wegens gezondheidsredenen of zwangerschap moet vergezeld zijn van een geneeskundige

.../...

verklaring uitgaande van een militaire arts of een aangenomen arts, waarin de echtheid van de aangevoerde gezondheidsredenen of van de zwangerschap bevestigd wordt".

Artikel 11.

In paragraaf 3 zouden de woorden "het algemene cijfer" vervangen moeten worden door de woorden "het studiecijfer". De gemachtigde van de Minister is het hiermee eens.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12, § 2.

Paragraaf 3 zou als volgt gesteld kunnen worden :

"§ 3. Wanneer een kandidaat evenwel toestemming krijgt om een examengedeelte opnieuw af te leggen, komt alleen het studiecijfer behaald bij het eerste examengedeelte in aanmerking voor de rangschikking van die kandidaat".

Hetzelfde tekstvoorstel geldt voor artikel 12, § 2.

Artikel 12.

De verwijzing naar de artikelen 18 of 21 behoort in overeenstemming te worden gebracht met de teksten die voor het ontworpen koninklijk besluit worden voorgesteld.

.../...

Artikel 13.

Aan het slot van paragraaf 3, die het derde lid wordt, behoort men in de Franse tekst te schrijven : "... jusqu'à ce que l'avancement ... leur devienne plus favorable".

In de Nederlandse tekst zou aan het slot van de paragraaf, die een lid wordt, geschreven moeten worden : "... totdat de bevordering ... (voorts zoals in het ontwerp)".

SLOTOPMERKING.

In het ontwerp wordt om een zelfde idee uit te drukken nu eens gewerkt met de term "vorming", dan weer met de term "opleiding". Er is alles voor te zeggen om overal in het ontwerp de term "opleiding" te bezigen. Deze opmerking geldt ook voor het ontwerp waarover de Raad van State onder het nummer L. 18.774/9 een advies heeft uitgebracht.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. FINCOEUR.